



Communiqué de Presse : UNSA Éducation académie de Grenoble. 18 décembre 2019

La Fédération Unsa Éducation et ses 22 syndicats représentant les personnels sur 7 périmètres ministériels et dans le secteur privé, n'ont jamais été demandeurs de la mise en place d'un nouveau système de retraites contrairement à la CFDT.

Nous avons cependant fait le choix de ne pas nous retirer des discussion mais d'être et de rester dans la négociation jusqu'au projet de loi afin de :

- négocier jusqu'au dernier moment pour qu'il n'y ait pas de punis de la réforme,
- obtenir que les 10 ou 15 premières générations ne soient pas impactées par la réforme,
- agir pour que des compensations soient apportées aux salarié.e.s des régimes spécifiques et que leur contrat social soit respecté,
- améliorer les carrières accidentées notamment celles des femmes et des temps partiels.

L'UNSA Éducation rappelle son exigence de n'avoir aucun.e perdant.e dans cette réforme pour l'ensemble des personnels de toutes les filières (administrative, direction, éducation, enseignante, AESH, inspection, jeunesse, technique, santé, sociale, sport) particulièrement pour ceux qui ont les régimes indemnitaires les plus faibles. Pour cela, nous exigeons les mesures de compensation nécessaires et des simulations pour l'ensemble des catégories C, B, A et pour les contractuel.le's.

D'autre part, la mise en place d'un âge pivot de 64 ans en 2027 avec une montée en charge dès 2022 est une mesure financière particulièrement punitive.

L'UNSA avait proposé que ne soient pas mêlées retraite universelle et mesures financières. Le gouvernement a fait le choix contraire et fait porter cet effort supplémentaire aux seuls salariés. Ce n'est pas acceptable pour l'UNSA et une ligne rouge a été franchie, tout comme celle de laisser entendre qu'une revalorisation des enseignants s'intégrerait dans la volonté de « repenser le temps, le métier, la carrière ». L'UNSA exige une revalorisation financière sans contrepartie.

Après la présentation du projet du gouvernement par le premier ministre, l'UNSA Education de l'Académie de GRENoble et ses 5 départements (Ardèche, Drôme, Isère, Savoie et Haute-Savoie) regrettent que le gouvernement n'ait pas entendu les inquiétudes des personnels.

La réalité d'un pouvoir d'achat toujours aussi dégradé et la crainte d'une pension nettement amputée restent vives, alors même que nous appelons à la consolidation du contrat social qui nous unit.

Au regard de la défiance de la profession envers le ministre de l'Éducation nationale et plus généralement envers le gouvernement qui a fissuré la fonction publique tout en fragilisant notre pouvoir d'achat, nous ne pouvons accepter de donner du crédit à de simples promesses.

La fragilité de son propos et l'absence de garanties chiffrées précises et argumentées ne font qu'accroître l'inquiétude des collègues.

Le temps des paroles et des intentions est terminé. Le premier ministre devait apporter des réponses claires et indiquer des éléments chiffrés précis.

Il s'y est refusé, et nous en prenons acte !

En toute cohérence, l'UNSA Éducation qui a participé depuis le 5 décembre aux différentes manifestations et rassemblements interprofessionnels dans l'académie de Grenoble, continuera d'agir pour l'ensemble des personnels en prenant toute sa part à la fois dans les mobilisations et dans les négociations. Elle portera ses exigences auprès du Premier Ministre afin qu'une réelle concrétisation soit apportée à nos revendications et aux attentes de nos collègues.

Contact presse :

Ardèche : 07@unsa-education.org

Drôme : 26@unsa-education.org

Isère : 38@unsa-education.org

Savoie : 73@unsa-education.org

Haute-Savoie : 74@unsa-education.org